



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2020-28
Séance du 14 septembre 2020 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt, le 14 septembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Aldon, Briane, Caizergues, Castellon, Deyrat, Huber, Lenoir, Oudinot, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala
Mmes Berard, Enjalbert, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Gouard pouvoir à Mme Pervent

Absents excusés : Mme Balsan

Secrétaire de séance : Mme Frédérique Bérard

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 21

Procurations : 01

Absents : 1

Votants : 22

Date de convocation et affichage

08 septembre 2020

Objet : Désignation des représentants à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC)

M. le maire informe les membres du conseil municipal que par délibération n° 2019-05 du 07 février 2019 la commune a procédé au renouvellement de son adhésion à l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) pour bénéficier d'un accompagnement par l'amélioration de la gestion énergétique de notre patrimoine. Il précise que cette adhésion concerne les années civiles 2019, 2020 et 2021.

M. le maire mentionne que suite aux élections municipales, il convient de désigner les représentants pour la commune au sein de l'Agence Locale du Climat et de l'Énergie. Il propose M. François Petit, titulaire et M. Théo Briane, suppléant.

Le conseil municipal, sur proposition de M. le maire, après discussion et à l'unanimité des suffrages exprimés (voix pour : 20, voix contre : 0, abstention : 2) désigne M. François Petit représentant titulaire de la commune à l'ALEC et M. Théo Briane représentant suppléant de la commune à l'ALEC.

Lavérune le 14 septembre 2020

Roger CAIZERGUES
Maire

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 5.3.6